

LE BON SENS

Eric Castelain



Conseiller Municipal
de Saint-Amand-les-Eaux
Candidat

Nicolas Fehring

Conseiller municipal d'Anzin
Suppléant



“ Le temps de la clarification est venu ! L'idée de rassembler des personnalités venant d'horizons différents est sans doute séduisante, mais quand il faudra prendre des décisions, il sera nécessaire de s'appuyer sur des députés dont les idées sont claires et dont les convictions n'évoluent pas au gré d'appétissants postes ministériels...

Un exemple : voulons-nous augmenter ou baisser la CSG ? Un autre : voulons-nous réaliser le canal Seine-Nord ou annuler ce grand projet structurant pour notre région ?

En ce qui me concerne, c'est très clair : je veux **baisser les impôts** et les taxes qui asphyxient les Français, supprimer les dépenses inutiles et les gaspillages d'argent public, soutenir les investissements en matière de transport, de logement et de production énergétique.

Je veux rendre de la **liberté** à tous ceux qui entreprennent et ont des projets. C'est la condition du retour au **plein emploi**.

Je veux restaurer l'**autorité** de l'Etat et réprimer sévèrement les délinquants.

Je veux préserver notre **système de santé** et assurer une vie digne aux personnes âgées et aux plus fragiles.

Pour cela, il est indispensable de **créer de la richesse**.

Ce sont avant tout des mesures de BON SENS dont la France a besoin. Je les défendrai à l'Assemblée Nationale.

Fidèlement
Eric Castelain



ÉCONOMIE

- Diminuer fortement les charges sociales patronales et salariales
- Supprimer les taxes et impôts d'État dont le produit est faible
- Simplifier la fiscalité et baisser l'impôt sur le revenu de 10 %
- Diminuer l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis
- Relancer le bâtiment : suppression de normes inutiles ; diminution des contraintes pour les investisseurs (suppression de la loi ALUR)
- Supprimer toutes les normes supérieures aux exigences européennes (en matière agricole, par exemple)
- Garantir la stabilité réglementaire
- Assurer la liberté de négocier dans le cadre de l'entreprise (avec possibilité de recours au référendum d'entreprise) et simplifier le code du travail
- Supprimer le RSI

ENVIRONNEMENT

- Développer les filières locales de production d'énergies renouvelables et les constructions en bois issus des forêts françaises
- Maintenir la filière nucléaire et remplacer l'énergie fossile par les énergies renouvelables
- Développer le transport fluvial

ÉDUCATION

- Supprimer les réformes « Vallaud-Belkacem » et revenir aux fondamentaux de l'Instruction
- Donner de l'autonomie aux équipes pédagogiques dans les établissements
- Valoriser les formations en alternance et les adapter au marché de l'emploi

EUROPE

- Supprimer la directive « Travailleurs détachés »
- Racheter la dette publique par la banque centrale européenne
- Assurer la préférence communautaire en matière agricole
- Interdire les importations de produits non respectueux des normes environnementales

SÉCURITÉ

- Supprimer les aides sociales aux parents de mineurs récidivistes et fixer la minorité pénale à 16 ans
- Expulser les étrangers ayant commis un délit ou un crime (avec peine de prison à effectuer dans leur pays)
- Augmenter la répression des trafiquants de stupéfiants, avec suppression de toute aide sociale, et infliger des contraventions aux consommateurs de drogues
- Confisquer les biens des trafiquants par le contrôle fiscal sur le train de vie (attribution des véhicules saisis aux forces de police)
- Dénoncer les accords du Touquet pour rétablir le contrôle aux frontières sur la côte britannique

SOCIAL

- Créer une obligation de contrepartie aux aides sociales (travail d'intérêt général ou formation) et instaurer la dégressivité des allocations-chômage
- Supprimer les régimes spéciaux de retraite (y compris celui des parlementaires)
- Supprimer toute aide sociale à un étranger en situation irrégulière
- Revaloriser les pensions inférieures à 1000 €

RÉFORME DE L'ÉTAT

- Supprimer le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental
- Supprimer le financement public des syndicats
- Créer des postes de fonctionnaires opérationnels (personnels soignants dans les hôpitaux, policiers, personnels dans les tribunaux, surveillants de prison,...) en supprimant des postes dans les administrations centrales
- Augmenter la rémunération des fonctionnaires, en passant à 39 heures dans la Fonction publique



Eric Castelain

44 bis, rue Botsarron - 59590 Raismes



REJOIGNEZ-NOUS SUR LA PAGE FACEBOOK
@CIRCO5920